

LE MANS, le 1^{er} juin 2006

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société PASSENAUD Recyclage à CHAMPAGNE (72).

Mots-clés : Extension des activités de collecte, stockage et traitement de déchets sur le site de CHAMPAGNE (72).

1 - PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER

1.1 - demandeur : PASSENAUD Recyclage - siège social : route de Paris à CHAMPAGNE (72)

1.2 - implantation : Le site est situé sur les communes de CHAMPAGNE et SAINT MARS LA BRIERE, en limite Sud de la route nationale 23.

1.3 - Caractéristiques du projet :

Les activités exercées sur le site sont essentiellement les activités de collecte de déchets métalliques en provenance de casses automobiles, industries, particuliers ; tri, broyage et recyclage des véhicules hors d'usage ; collecte de batteries ; transit de déchets urbains (bois, papier, carton, plastiques). Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative
167.A	Déchets industriels provenant d'installations classées : station de transit	5 000 t/mois	A	1 km	déjà autorisée
167.C	Déchets industriels provenant d'installations classées : traitement	100 000 t/an	A	2 km	déjà autorisée

286	Métaux (stockage et activités de récupération de déchets) et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules, etc	70 000 m ²	A	0,5 km	déjà autorisée
322.A	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des : station de transit	6 000 t/an	A	1 km	extension
322.B.1	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains : broyage	2 000 t/mois	A	1 km	déjà autorisée
1220.3	Oxygène (emploi et stockage)	4 t	D		extension
1432.2.b	Liquides inflammables (stockage en réservoir manufacturé de)	Ceq= 16 m ³			déjà autorisée
1721.1.b	Substances radioactives contenant des substances radionucléides de groupe I	1 analyseur de métaux	D		déjà autorisée
2560.1	Travail mécanique des métaux et alliages	2352 kW	A	2 km	extension

1.4 - Inconvénients et moyens de prévention :

Eau : La consommation annuelle d'eau s'élève à 2000 m³ environ.

Les eaux sanitaires sont épurées par un système de traitement autonome, et rejoignent ensuite le bassin de rétention du site (lagunage aéré).

Les eaux pluviales et les eaux industrielles générées par le site (eaux de lavage des camions) rejoignent ce même bassin de rétention.

Les eaux sortant du bassin de rétention passent dans un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre un bassin de décantation. Le surplus des eaux décantées retourne par pompage vers le lagunage. Les eaux traitées vont vers le milieu naturel par infiltration.

Air : Le broyeur dispose d'une aspiration des poussières pour envoi vers deux cyclones et d'un système de lavage des gaz.

Un entretien et nettoyage régulier du site limite les envols diffus.

Bruit : Une campagne de mesures a été opérée autour du site. L'importance du trafic sur la route nationale 23 masque les bruits engendrés par les activités du site.

Les horaires de fonctionnement du broyeur seront limités à 8 heures par jour, et n'aura lieu qu'en période de jour.

Déchets : Il s'agit dans ce paragraphe uniquement des déchets générés par le site. Les déchets à considérer sont les résidus d'hydrocarbures évacués par un transporteur éliminateur agréé. Les acides récupérés des batteries sont enlevés par la société STCM. Les huiles usagées sont retirées par la société Chimirec, les filtres à huiles usagés par la société SOA, et les résidus de broyage automobile vers le CET de Montmirail.

Trafic : En moyenne, environ 40 camions et 50 voitures transitent sur le site chaque jour. A comparer avec les 22 400 véhicules circulant sur la route nationale 23. Les expéditions sont également effectuées par voie ferrée : 50 wagons par mois.

Risque sanitaire : L'impact des rejets aqueux et atmosphériques du site sur la population reste négligeable.

1.5 - Risques et moyens de prévention :

Essentiellement deux risques : l'incendie du stockage de produits inflammables (fuel, gas oil) et les installations de distribution de ces produits, le stockage de carcasses de véhicules et de DIB ; l'explosion d'un stockage de gaz, le broyeur au niveau des cyclones permettant de traiter l'air poussiéreux et le broyeur lui même.

Le site est pourvu en moyen de lutte contre l'incendie (extincteurs, camion pompier, un poteau incendie situé à environ 150 m du site. De plus, il est prévu de recueillir les eaux d'incendie dans le bassin de rétention étanche du site (volume maximal de 2415 m³).

1.6 - Notice d'hygiène et de sécurité du personnel :

Les installations prévues pour le personnel sont aménagées conformément au code du travail. Les consignes de sécurité sont affichées dans les bureaux et ateliers ou distribuées au personnel.

1.7 - Conditions de remise en état proposées :

Le site sera réaménagé en fonction de l'activité susceptible d'être mise en œuvre par la suite. Dans tous les cas, le pétitionnaire s'engage à neutraliser/démanteler les installations existantes, évacuer l'ensemble des déchets et produits chimiques, maintenir le bon état et entretien du site.

2 - CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE

2.1- Avis des services

❖ Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Sarthe (lettre du 18 octobre 2005)

Avis technique :

- incendie : les besoins en eau d'extinction ont été estimés à 240 m³/h. Il existe un poteau débitant 80 m³/h. Il y a lieu de prévoir la création d'une réserve incendie d'un volume minimum de 160 m³.
- rétention : il est noté que les eaux d'extinction seront collectées par le bassin de rétention du site.
- Secours extérieurs : l'étude des dangers (V.1.3) indique la présence de Centres de secours sur les communes de Champagné et St Mars la Brière. Il n'existe pas de centre de secours sur ces communes, qui sont défendues en 1^{er} appel par le Centre d'Incendie et de Secours de Montfort le Gesnois.

❖ Avis de la Direction Départementale du Travail, de l'emploi et de la Formation Professionnelle de la Sarthe (lettre du 24 octobre 2005)

Pas d'observations particulières.

❖ Avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (lettre du 2 décembre 2005)

Le projet appelle l'observation suivante : la question du drain captant du camp d'Auvours est éludée par la phrase suivante indiquée dans l'étude d'impact : « un doute subsiste quant à l'éventuelle exploitation d'eaux souterraines sur le territoire du Camp d'Auvours ». Il me semble nécessaire de lever ce doute et de démontrer l'impossibilité de pollution dans le cas d'une utilisation de ce drain.

❖ **Avis du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine**
(lettre du 15 novembre 2005)

Pas d'observations particulières à formuler, néanmoins le site est concerné par une ZNIEFF de type I, il conviendra de se rapprocher de la DIREN à Nantes gestionnaire de cette zone.

❖ **Avis de la Direction Régionale de l'Environnement**

Pas d'avis reçu.

❖ **Avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales**
(lettre du 6 décembre 2005)

Ce service rappelle que le disconnecteur installé sur l'arrivée principale d'eau potable et protégeant ainsi le réseau public contre le risque de pollution liée au phénomènes de retour d'eau, doit être contrôlé annuellement.

Concernant l'assainissement, l'étude d'impact ne précise pas la destination des effluents traités considérant qu'il n'y a pas de rejet au milieu récepteur (p 63). Cette affirmation demande à être vérifiée vu les 9 ha de surface imperméabilisée. Les eaux usées domestiques, correspondant aux 55 employés, sont traitées avec 3 dispositifs de traitement autonome comprenant chacun une fosse septique puis rejoignent le bassin de rétention. Il n'est pas mentionné la présence de zone d'épandage en sortie de fosse septique. Le traitement des eaux usées domestiques n'est donc pas complet et mérite une mise en conformité.

Concernant les nuisances sonores, les mesures sonométriques montrent que les niveaux sonores réglementaires sont respectés en période jour et en période nuit. En revanche des nuisances sonores, peuvent apparaître en début de journée où l'activité démarre dès 6 heures du matin, vis à vis des riverains dont quatre habitations se situent à moins de 200 mètres du site. Il est prévu la mise en place d'un nouveau broyeur en 2005, équipé de capotage réduisant ainsi les niveaux sonores. Après l'installation de ce nouvel équipement, il me paraît indispensable de réaliser une nouvelle série de mesures sonométriques de façon à vérifier, premièrement, l'efficacité des protections acoustiques et deuxièmement le respect de l'émergence réglementaire tant en période jour qu'en période nuit.

Avis favorable.

❖ **Avis de la Direction Départementale de l'Equipeement**
(lettre du 28 novembre 2005)

Avis favorable

Ce service ajoute que le dossier fait état d'une hypothèse de nouvelle déserte du site Passenaud, liée à un projet d'amélioration de desserte de l'ensemble de la zone d'activités, mené par la commune de Champagné. Cette évolution serait de nature à diminuer sensiblement les trafics entrant et sortant directement sur la route nationale 23.

2.2 - Avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux de CHAMPAGNE et de SAINT MARS LA BRIERE n'ont pas délibéré sur le dossier.

2.3. - Autres avis

avis du Réseau Ferré de France (lettre du 9 janvier 2006)

Pas d'observations particulières

2.4 - Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 17 octobre au 17 novembre 2005 inclus sur le territoire des communes de CHAMPAGNE et SAINT MARS LA BRIERE.

Deux personnes se sont manifestées lors de l'enquête publique en faisant le lien entre ce dossier et celui de MAISONCELLES-ESCORPAIN. Pour ces personnes, le trafic engendré par cette création devrait considérablement augmenter et aggraver les difficultés de circulation.

2.5 - Mémoire en réponse du demandeur

En réponse à l'enquête publique, le pétitionnaire précise que les déchets seront transportés vers le centre d'enfouissement SECHE en Mayenne. Néanmoins, en cas d'ouverture du centre de traitement de DIB situé sur SAINT MARS de LOCQUENAY, ces déchets resteront sur le plan local.

Le transport des déchets se fera par des transporteurs externes, l'évacuation étant prévue au rythme d'un camion par jour.

Les déchets seront stockés dans des cases béton sur le site de Champagné.

2.6 - Conclusions du commissaire enquêteur

Considérant :

- que le dossier présenté par la S.A.S.U. Passenaud pour soutenir et présenter la demande d'autorisation de mise à jour et d'extension de l'entreprise répond de manière complète, exhaustive, convaincante aux contraintes réglementaires régissant ce type d'établissement à la fois en terme de sécurité, de protection de l'environnement, d'intérêt général et public, de besoins économiques,
- après avoir rencontré l'entreprise, les élus, tenu les permanences réglementaires, enregistré les remarques apportées par le public, vérifié que l'information sur la tenue de l'enquête s'était faite en respectant toutes les règles édictées,
- considérant que cette demande répond à des impératifs d'intérêt général, économiques et environnementaux,

le Commissaire Enquêteur donne un avis favorable à la demande d'autorisation formulée par l'entreprise PASSENAUD.

3 - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

3.1 - statut administratif des installations du site

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 02 février 1981 complété par l'arrêté préfectoral du 10 mai 1990.

Il convient de mettre à jour les activités du site, et notamment de compléter par une station de transit de déchets urbains (bois, cartons, plastiques...), les ordures ménagères étant exclues.

3.2- inventaire des textes en vigueur applicables :

Prévention de la pollution de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> • arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. • arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.
Prévention de la pollution de l'air	<ul style="list-style-type: none"> • décret n° 98.360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites • arrêté du 2 février 1998 (cité ci-dessus)
Gestion des déchets	<ul style="list-style-type: none"> • décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets • décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées • décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application du Titre IV du Livre V du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages • décret n° 2002.540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets
Prévention des risques	<ul style="list-style-type: none"> • arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion • arrêté du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre
Prévention des nuisances	<p>Bruit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ; <p>Vibrations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement.

3.3 - Analyse des observations

Les observations portent principalement sur l'utilisation et le rejet des eaux, le bruit, la défense incendie :

- Utilisation de l'eau : le disconnecteur, dispositif assurant la protection du réseau d'alimentation en eau potable, sera entretenu et vérifié annuellement.

- Rejets des eaux : il n'y a pas de rejets d'eaux industriels dans le milieu naturel. Les eaux domestiques sont traitées par des installations autonomes. Il est en projet pour l'année 2007 d'étendre le réseau public vers le site, ce qui devrait permettre le raccordement vers la station d'épuration communale.
- Le bruit : la nouvelle installation ne sera utilisée qu'en période de jour sur 8 heures. Une étude bruit sera réalisée fin 2006 pour vérifier l'efficacité des protections du broyeur.
- Défense incendie : L'exploitant a estimé les besoins en eaux d'extinction à 120 m³, la zone à défendre ayant été réduite de moitié par rapport au projet décrit dans le dossier. Par ailleurs les moyens de défense contre l'incendie sont les suivants : extincteurs, un camion pompier, un poteau incendie distant de 150 m des limites du site avec un débit d'environ 80 m³/h, un forage équipé d'une pompe surpresseur permettant un débit de 40 m³/h, 3 lances à incendie.

4 - PROPOSITION DE L'INSPECTION

La société PASSENAUD Recyclage exploite une installation de collecte, recyclage de déchets métalliques, en provenance de casses automobiles, industries et sites de transit. Le dossier présenté avait pour but la remise à jour des activités avec extension par l'implantation d'une station de transit de déchets urbains, et des moyens de protection de l'environnement. En outre, la société s'est dotée d'un nouveau broyeur de déchets métalliques avec une nouvelle organisation du site.

L'activité de collecte de déchets métalliques concerne également l'élimination des véhicules hors d'usage réglementée par le décret ministériel du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ce décret a été complété par les arrêtés du 15 mars 2005 relatifs aux agréments des exploitants d'installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage.

Ces textes prévoient que l'agrément soit délivré dans les conditions prévues par l'article 43-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint, outre les prescriptions concernant les conditions d'exploitation du site, prévoit l'agrément du site pour ce qui concerne les activités relatives aux véhicules hors d'usage.

5 - CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, nous proposons au Conseil Départemental d'Hygiène de donner un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la société PASSENAUD Recyclage pour l'exploitation de son site sur le territoire de la commune de CHAMPAGNE.